

Les élections locales

Comme l'année dernière, nous avons organisé une Université Populaire Nationale entre les cellules flamandes et wallonnes, afin de travailler sur la question des élections communales.

Cette UP concernait les élections communales car, pour rappel, les prochaines élections auront lieu en 2024. Les sujets à venir seront donc liés à des sujets locaux.

Notre invité était Henk Van Hootegem du Service de Lutte contre la pauvreté.



Nous avons commencé par un temps de réflexion entre petits groupes parlant la même langue autour de plusieurs situations problématiques inspirées de choses qui ont été dites aux réunions de cellules. A partir de ces situations, les groupes ont imaginé des idées pour résoudre ces situations.

Ensuite, les groupes se sont rassemblés en plénière francophones et néerlandophones afin de choisir une situation à présenter en plénière bilingue, et d'avoir tous ensemble un dialogue avec Monsieur Van Hootegem à ces sujets. C'était un moment très riche, car les groupes ont proposé de nombreuses idées et pistes d'actions.

UP francophone :

Nous avons commencé par une minute d'applaudissements pour deux militants qui nous ont récemment quitté : Patrice Begaux et Jonathan Lefèvre.

Ensuite, les cellules ont donné des nouvelles et nous nous sommes répartis en petits groupes pour travailler sur les situations inspirées des compte-rendus des cellules en réponse aux précédentes lettres UP. De son côté, le groupe néerlandophone a travaillé sur les mêmes situations.

Les situations concernaient :

- Les différences de traitement entre le centre et la périphérie des communes, concernant l'entretien des routes, la propreté, l'insécurité, etc.
- Le plan de mobilité des communes, pas toujours bien pensé, avec beaucoup de travaux et des routes mal prévues.
- Les problèmes de domiciliation et les preuves à apporter au CPAS, dont certaines coûtent parfois de l'argent, comme refaire sa carte d'identité.
- La situation d'un sans-papier qui ne peut pas se faire reconnaître comme le père de son enfant, et s'est fait arrêter pour avoir mendier un jour interdit.

Un parc qui va être détruit pour

- construire de nouveaux logements et alors qu'il y a de nombreux logements inoccupés dans la commune, et l'absence de concertation citoyenne à ce sujet



Chaque groupe a ensuite partagé ses réponses, dont voici quelques extraits :

- “On est plus forts quand on est regroupés (...) On a besoin de contacts pour avancer ensemble”.
- “Il faut aller tous ensemble voir le bourgmestre. Il faut inviter les gens, sonner aux portes, il faut demander le changement pour tous et pas uniquement les personnes qui ont des problèmes”.
- “Il faut supprimer le statut de cohabitant”.
- On peut s’allier à d’autres acteurs, comme par exemple les éducateurs de rue, pour faire entendre notre voix.
- “Il y a de plus l’interdiction de pouvoir reconnaître son enfant alors qu’il y a une relation d’amour, ce n’est pas normal”.
- “Si la ville est mal desservie, cela peut être aussi dû à des problèmes d’insécurité. Ce n’est peut-être pas uniquement la faute des transports, mais aussi de la commune”.

Une situation par groupe a été retenue pour présenter à tout le monde pendant la plénière bilingue. Le groupe francophone a gardé l’exemple de l’absence d’avis demandé aux citoyens dans le cadre du rasage d’un parc, car il concernait beaucoup de points cités par d’autres groupes. Le groupe néerlandophone a choisi celui de la mobilité et des transports publics défectueux.

Plénière Bilingue :

Après la pause, nous avons rassemblé les deux groupes linguistiques pour mettre nos réflexions en commun. Des interprètes ont traduit en direct grâce à des casques que portaient les participants, merci à eux et elles !



Groupe francophone :



Questions et réactions de la salle :

- Peut-on aller à la commune au lieu que la commune vienne à nous ? Une des solutions est que l'on se mobilise ensemble.
- Normalement le bourgmestres doit tenir séance une fois par semaine (et sans rendez-vous), ouverte à tout le monde.
- Aujourd'hui il n'est pas si simple de manifester, ou alors on n'écoute pas bien ce que l'on dit. Le droit à la manifestation n'est pas toujours respecté.

Réponses de notre invité :

- On a parlé de cette idée d'avoir son mot à dire dans la politique communale. Ce n'est pas facile de se rassembler pour lancer une action. La commune doit pouvoir organiser davantage des moments de rencontre où vous pouvez avoir la parole.

- Les éducateurs de rue et autres acteurs doivent pouvoir porter la voix des personnes et des situations. Les maisons de quartiers sont aussi des endroits importants pour prendre des informations et savoir ce qu'il se passe dans le quartier.

- Je suis surpris que la digitalisation ne soit pas un sujet ici, car beaucoup de choses se font désormais via ce biais (rendez-vous en ligne, documents administratifs...), et les communes sont occupées à digitaliser leurs services de plus en plus, surtout depuis le Covid. La commune devrait pouvoir former les gens à cela, donner l'accès à des ordinateurs, mais on doit aussi pouvoir maintenir des panneaux d'informations équivalents en qualité à ce qui est mis sur internet. Il faut donc des informations très accessibles.

- C'est important que des associations comme ATD accompagnent les personnes, mais il faut aussi chercher à atteindre les personnes qui ne sont pas en contact avec des associations, qui sont isolées.

Groupe néerlandophone :

Questions et réactions de la salle :

- Pour les trottoirs, il ne faut pas juste mobiliser les personnes en situation de pauvreté, mais aussi les autres groupes qui ont des problèmes de mobilité, comme les seniors par exemple.
- “Dans un colloque où je suis allée, il y avait une question : *Comment penser la participation ?*. J’ai répondu qu’autant au niveau politique que dans d’autres niveaux, on n’était pas écoutés. Il ne faut pas seulement entendre, mais aussi écouter”.
- La situation des transports ne s’améliore pas, certains arrêts, régions,... sont supprimés de certains trajets.
- Certaines maisons de quartier ont été fermées durant le Covid, et jamais réouvertes.
- Proposition : Il faudrait investir dans des centres communautaires proches des gens.
- Un gros pourcentage des gens qui ont droit à des aides ne les demandent pas car ils ignorent qu’ils y ont accès !

Réponses de notre invité :

- Il faut que la commune ait un plan. Elle a la responsabilité de réfléchir bien plus que ce qu’elle fait aux aménagements des trottoirs.

- Les communes ont du pouvoir et il faut voir aussi s’il y a assez de contrôle de la part des tribunaux pour vérifier si la commune fait bien son travail.

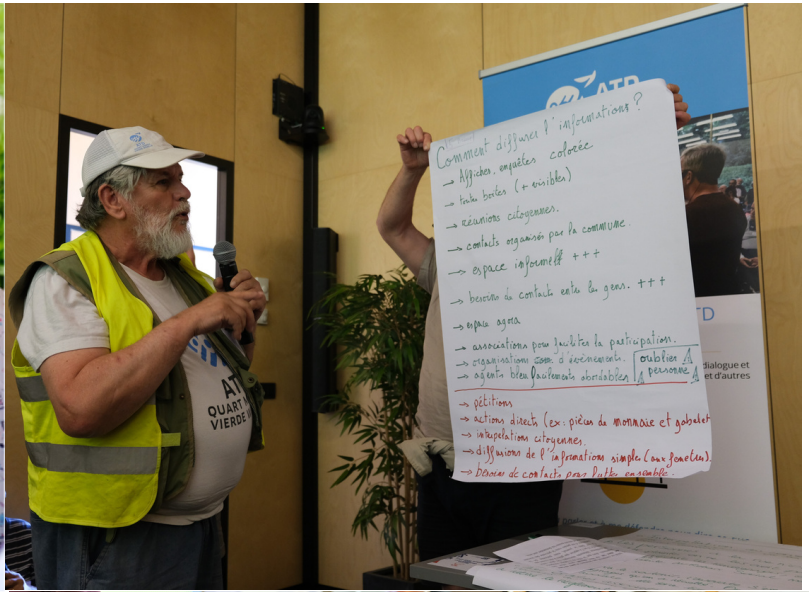
- Il nous faut penser aussi déjà maintenant à ce qui se passera après les élections communales et se mobiliser pour l’après élections (collectivement, auprès des associations). Les politiques doivent écouter les travailleurs et les citoyens. Si certains peuvent contribuer plus, il faut le faire et convaincre les autres membres de la société des besoins des personnes en situation de pauvreté. Il est important de s’allier à d’autres groupes, par exemple les seniors. Il faut créer une plateforme de pouvoir pour combattre les préjugés.

- La commune doit pouvoir estimer à l’avance l’impact de leur travail sur les personnes en situation de pauvreté. Il faut voir comment ce que l’on fait au niveau local a un impact positif sur tout le monde.



L'après-midi, nous avons fait plusieurs ateliers, dont deux organisés par le groupe de Philosophie sociale, autour de deux thèmes : l'injustice liée aux connaissances, et un atelier de résistance, pour surmonter un problème qui nous est personnellement arrivé. Le projet de Philosophie Sociale est un projet international d'ATD, auquel deux militants de Belgique ont participé pendant 3 ans, et qui est venu nous présenter leur recherche sur le thème *Pauvreté, critique sociale et croisement des savoirs*.

Les autres ateliers concernaient des jeux de société, du théâtre et des ateliers de création artistique.



Un grand merci à tout le monde d'avoir participé et soutenu cette grande UP nationale !

Le compte-rendu à été préparé par Philippe et Jean-Jacques de la cellule de Molenbeek.



ATD Quart Monde Wallonie-Bruxelles

Avenue Victor Jacobs 12, 1040 Bruxelles

E-mail : universitepopulaire@atd-quartmonde.be